

Chers camarades,

Dans votre lettre du 12 avril reprenant une déclaration de votre comité politique national, vous nous avez proposé une campagne commune à l'élection présidentielle de 2027.

Votre principal argument consiste à affirmer que « *sous l'effet de l'unité une candidature unique ou commune pourrait recueillir davantage de votes que la somme des deux parties.* » Nous croyons, ajoutez-vous plus loin,  *dans la possibilité d'une dynamique qui permette de donner confiance à des travailleurs et des jeunes dans un projet révolutionnaire pour le communisme ».*

Mais sur quoi se fonde cette croyance ? Croyez-vous réellement que la seule conclusion d'un accord entre nous serait susceptible de créer « une dynamique », c'est-à-dire, si les mots ont un sens, pourrait amener des centaines de milliers de travailleurs à prendre confiance dans notre programme révolutionnaire et en conséquence à voter pour nous ?

La période actuelle est marquée par une progression des idées réactionnaires et de l'influence de l'extrême droite, y compris dans les milieux populaires, dans un contexte d'aggravation de la crise et de montée guerrière. Mais elle est marquée aussi par une certaine démoralisation de la classe ouvrière et l'absence de réactions face à l'offensive que les capitalistes et le gouvernement mènent contre elle.

Cette situation peut bien sûr changer rapidement. Les bouleversements engendrés par la crise du capitalisme et la guerre entraîneront certainement, à un moment ou à un autre, des réactions venant de notre classe. Elles ne dépendent cependant pas de la volonté de deux petits groupes très minoritaires, ni d'une éventuelle campagne électorale commune.

Vous parlez de « *l'erreur que représente pour des révolutionnaires de partir divisés pour les élections, comme pour les luttes d'ailleurs.* » Mais des révolutionnaires ne peuvent discuter la question de l'unité en s'en tenant à des généralités, indépendamment de la situation. Même l'unité dans les luttes, puisque vous l'évoquez, ne peut se discuter abstraitement, sans savoir de quelles luttes il s'agit, qui les dirige, derrière quelle politique il est proposé de s'unir...

Il en est de même concernant les élections où l'unité entre des groupes se réclamant plus ou moins du même programme ne peut être un but en soi. Nous n'excluons pas de conclure des accords avec d'autres organisations, mais ils ne peuvent se discuter qu'en fonction des enjeux, du type de scrutin et bien sûr des circonstances politiques.

Pour revenir sur un exemple que vous évoquez dans votre courrier, nous avons conclu un accord avec la LCR aux élections européennes de 1999, car la possibilité de passer la barre des 5 % et d'obtenir ainsi des élus était réelle. Rappelons que notre camarade Arlette Laguiller avait obtenu 5,3 % des voix à l'élection présidentielle de 1995. C'est ainsi que trois députés de Lutte ouvrière, dont Arlette Laguiller, et deux de la LCR, dont Alain Krivine, se sont retrouvés à siéger au Parlement européen pendant cinq ans.

Dans une élection présidentielle, il n'y a évidemment pas le même type d'enjeu. Vous évoquez celle de 2002 qui avait vu la candidature d'Olivier Besancenot s'ajouter à celle d'Arlette Laguiller. Vous semblez regretter, sans le dire explicitement, notre « *refus d'une campagne commune proposée par la LCR.* » Pensez-vous qu'elle aurait créé une dynamique susceptible d'empêcher Le Pen d'accéder au second tour ? En tout cas, de notre côté, nous

ne regrettons pas de ne pas avoir conclu d'accord avec la LCR au vu des divergences apparues au deuxième tour de cette élection présidentielle de 2002. La LCR a en effet appelé à battre Le Pen « dans les urnes et dans la rue », ce qui était une façon d'appeler à voter pour Chirac, honteusement et sans le dire clairement. Quant à nous, nous nous sommes refusés à présenter l'homme de droite Chirac comme un rempart contre l'extrême droite et à appeler à voter pour lui.

Plus récemment, après l'invasion de l'Ukraine par les troupes de Poutine en février 2022, Philippe Poutou, candidat du NPA, a soutenu la livraison d'armes à l'Ukraine par les puissances impérialistes, leur reprochant de ne pas le faire suffisamment au début de la guerre. Elles se sont depuis bien rattrapées, non pas bien sûr pour donner satisfaction à Philippe Poutou, mais afin d'utiliser les Ukrainiens comme chair à canon dans une guerre qui ne vise qu'à mettre ce pays sous leur coupe.

Dans ces deux cas, ces divergences importantes sur des questions majeures ont confirmé que nous avons eu raison de tenir à nous présenter indépendamment de la LCR et du NPA avec lesquels semblait exister une « proximité politique », pour reprendre une formule que vous employez.

Nous avons évidemment des divergences anciennes et profondes, qui « *justifient encore*, comme vous l'écrivez vous-mêmes, *la construction d'organisations révolutionnaires distinctes* ». « Comment s'implanter dans la classe ouvrière et comment construire un parti révolutionnaire capable d'armer politiquement la classe ouvrière pour la conduire jusqu'à la prise du pouvoir, jusqu'au renversement de la bourgeoisie ? Voilà autant de questions auxquelles nous ne donnons pas les mêmes réponses.

Le NPA se présentait comme une tentative de construire un parti révolutionnaire en regroupant des courants de différents horizons se disant anticapitalistes. En tenant à vous réclamer de son héritage, jusqu'à conserver son nom, vous vous inscrivez dans la continuité de cette politique dans laquelle un vague « anticapitalisme » se substitue à la revendication d'une perspective communiste.

Quant à nous, nous nous sommes fixé l'objectif de construire un parti révolutionnaire en réimplantant les idées révolutionnaires dans la classe ouvrière et en regroupant des militants sur la base des idées communistes et du programme trotskyste. Nous savons qu'un tel parti ne pourra naître que dans une période de remontée de la combativité ouvrière, mais il est nécessaire de commencer, dans toute la mesure du possible, à en poser les bases. Pour nous, la campagne de la prochaine élection présidentielle doit être le prolongement de cette politique et doit nous permettre d'avancer clairement les objectifs communistes révolutionnaires et internationalistes, et la nécessité d'un parti pour les défendre.

Lors d'une rencontre de délégations de nos organisations, le 5 mai, nous vous avons répondu que nous avons déjà décidé de présenter notre porte-parole Nathalie Arthaud comme candidate à cette élection et que nous voulions pouvoir mener notre propre campagne, sans conclure aucun accord avec une autre organisation.

De votre côté, si vous décidez de présenter un candidat, nous vous souhaitons de pouvoir franchir tous les obstacles imposés par la loi. S'il y a ainsi plusieurs voix pour faire entendre des idées révolutionnaires dans toutes leurs nuances, personne n'y perdra rien. Si, en revanche, vous estimez qu'il n'y a pas lieu d'ajouter une candidature supplémentaire, nous ne voyons aucun inconvénient à ce que vous utilisiez celle de Nathalie Arthaud pour mener, de votre côté, avec votre propre matériel et vos propres moyens, la campagne politique que vous souhaitez. Il y a au moins un précédent entre nos deux courants : à la présidentielle de

1969, Lutte ouvrière avait mené campagne pour Alain Krivine, en toute indépendance de la Ligue communiste dont il était le candidat.

Nous pourrons bien sûr continuer de débattre de ces questions à la Fête. Nous pourrons aussi poursuivre ces discussions lors de vos Rencontre d'été révolutionnaires auxquelles vous nous avez invités. Nous vous en remercions et des camarades y participeront suivant les mêmes modalités que les années précédentes.

Veillez recevoir, chers camarades, nos salutations révolutionnaires.

Pour le CE de Lutte ouvrière,  
Marc Rémy